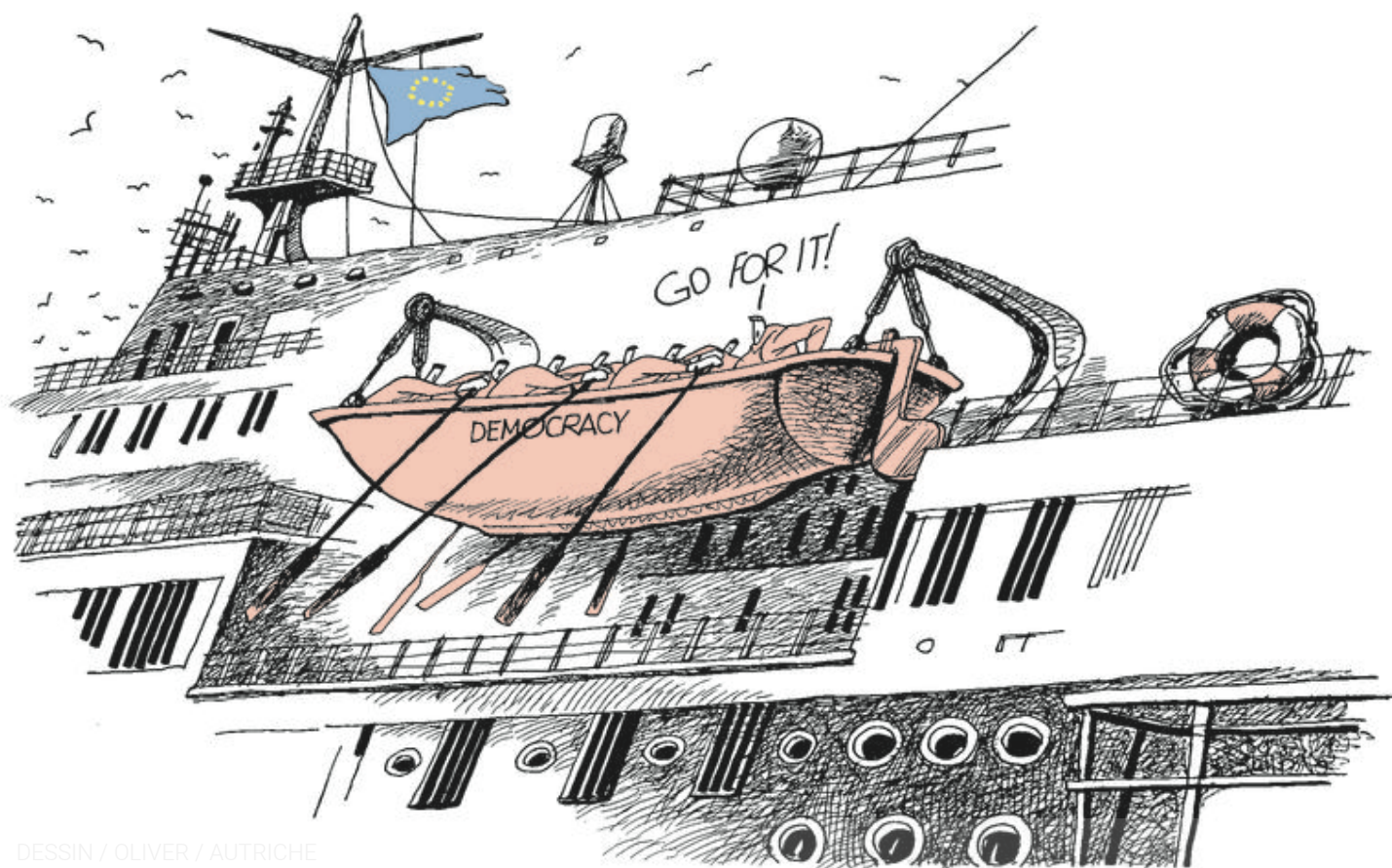


Analyse. Il est temps de nous faire une raison : le monde ne deviendra pas occidental

DE STANDAARD - BRUXELLES

Publié le 26/09/2021 - 13:41



Pour le philosophe politique Luuk van Middelaar, les leçons de l'histoire sont claires. Vingt ans après le 11 Septembre qui a vu l'apogée de l'universalisme européen, la débâcle par laquelle s'est conclue la campagne d'Afghanistan nous oblige à nous interroger sur notre rapport au monde et à cesser de croire que nous pouvons imposer nos valeurs par la force.

ARTICLE RÉSERVÉ AUX ABONNÉS **Offrez-le gratuitement à un ami**

L'automne 2001 aura été le point d'orgue de l'universalisme occidental, cette conviction que le monde entier peut et va devenir comme nous. Menés par George W. Bush, les États-Unis et leurs alliés s'en sont allés libérer l'Afghanistan des talibans et y apporter sécurité, démocratie et droits humains, y compris aux femmes, aux filles et aux homosexuels. Cette mission, on le sait aujourd'hui, a été un fiasco intégral. Depuis le 15 août, les talibans ont repris le pouvoir dans le pays et des dizaines de milliers d'Afghans (avant tout des jeunes) quittent leur patrie.

Ce même automne 2001, l'inébranlable foi en la mondialisation s'est manifestée une deuxième fois lorsque, le 11 décembre, la Chine est devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Moins spectaculaire, cet épisode repose pourtant sur le même espoir : l'intégration de la Chine communiste dans l'économie internationale devait lui apporter le développement économique et la conduire vers la liberté politique. *“Notre plus grand produit d'exportation, clamait George W. Bush en l'an 2000, dans un flamboyant discours au sujet de l'OMC, ce ne sont pas nos biens alimentaires, ni nos films ou nos avions. Notre plus grand produit d'exportation, c'est la liberté. Et le peuple chinois est prêt à l'accueillir.”*

Ce second pari de l'année 2001 a lui aussi mal fini. Certes, les investisseurs étrangers ont afflué et des centaines de millions de Chinois sont sortis de la pauvreté, mais, à partir de 2012, le président Xi Jinping a repris les rênes du pays d'une main de fer. Loin d'apporter la démocratie, la nouvelle prospérité économique a servi d'appui au régime autocratique. Ainsi renforcé, Xi Jinping a pu défier l'ordre mondial occidental en déployant son pouvoir bien au-delà des frontières chinoises – que ce soit au moyen des nouvelles routes de la soie, des acquisitions dans le secteur des technologies ou, plus récemment, de la diplomatie vaccinale. Quant aux États-Unis, ils se retrouvent confrontés à un adversaire de poids dans les domaines économique, technologique et militaire.

L'âge d'or universaliste et interventionniste qui a fait suite au 11 Septembre a donc abouti à un double échec cuisant pour les États-Unis : d'une part ils ont semé le chaos en Afghanistan, et peu après en Irak et au Moyen-Orient, d'autre part ils ont catapulté la Chine sur le podium des puissances mondiales. Mais quelles conclusions

stratégiques en tire donc Washington ?

La rhétorique idéologique est toujours la même

La première conclusion, c'est Donald Trump qui l'a livrée : *America First*, "l'Amérique d'abord", une formule qui tient lieu à la fois de slogan et de ligne directrice en matière de géopolitique. Cette réponse succincte aux déboires de la passion universaliste a rencontré, et rencontre aujourd'hui encore, un vif écho auprès des électeurs américains. Beaucoup d'entre eux en ont en effet assez de ces guerres lointaines et accusent l'ascension économique chinoise d'être à l'origine de la progression du chômage chez eux.

La seconde conclusion, qui prévaut à nouveau à Washington depuis la victoire de Joe Biden, est la suivante : notre histoire de liberté et de démocratie n'a rien perdu de sa valeur. *America is back*, "l'Amérique est de retour". Une ligne droite relie les campagnes américaines de l'après-11 Septembre à la nouvelle croisade contre la Chine. Pour preuve, l'idéologue néoconservateur Robert Kagan, moteur de la guerre contre l'Irak en 2003, et le démocrate Antony Blinken, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères de Biden, se sont unis en 2019 pour plaider la création d'une "ligue des démocraties" contre les États autoritaires. Pour l'élite de Washington, les méfaits de Saddam à l'époque et le sort des Ouïgours aujourd'hui s'inscrivent dans un même récit, construit sur l'idée que l'Amérique doit être à l'avant-poste de la guerre du Bien contre le Mal.

Le président Biden, issu de cette école, reconnaît cependant l'aversion de ses électeurs pour ces aventures lointaines. Il louvoie entre un retrait égoïste à la Trump et un engagement belliqueux à la Blinken et Kagan. Pas question pour lui de sacrifier les filles et les fils de l'Amérique sur l'autel des droits des femmes en Afghanistan, d'où le retrait de Kaboul. Dans le même temps, il construit bel et bien la coalition antichinoise que les faucons appellent de leurs vœux. Certes, l'objectif n'est pas cette fois de mener des représailles contre un pays qui aurait attaqué le sien, mais il s'agit malgré tout de mettre à genoux le Grand Méchant Ennemi par des moyens économiques. La rhétorique idéologique, qui ne voit de paix possible que si la Chine modifie son comportement, est toujours la même.

Bref, même si Washington préfère ne pas en parler, l'Afghanistan et la Chine nous disent en réalité la même chose : l'Occident ne peut pas modeler le monde à son

image. Il nous faut partager la planète avec des puissances qui ne sont pas démocratiques (et qui ne le deviendront très probablement pas). Une mise à jour de notre vision du monde s'impose, et elle mérite que l'on s'y attarde plus que ce que veulent bien admettre les pourfendeurs pressés de nouvelles injustices.

Le feu des idées et le glaive du pouvoir

C'est avant tout l'émergence de la Chine qui met cette vision à rude épreuve. Le géant asiatique, avec ses 1,4 milliard d'habitants et sa civilisation aussi ancienne que celle de l'Europe ou de l'Inde, n'accepte plus l'ordre mondial tel qu'il a été établi par les États-Unis après 1945. La Chine redimensionne notre universalisme, elle le réduit à quelque chose de provincial, d'uniquement occidental, si pas au sens philosophique, au moins au sens politique. L'an dernier, des intellectuels chinois fidèles au gouvernement de Xi Jinping déclaraient au *New York Times* :

“ Avant, quand j'étais faible, je devais jouer selon vos règles. À présent que je suis fort, que j'ai confiance en moi, pourquoi ne jouerais-je pas selon mes propres règles, mes valeurs et mes idées ? ”

Une question à laquelle il n'est pas si simple de répondre.

Nous aussi, Européens, tirons de la fierté, de l'assurance et un sentiment historique de supériorité de l'idée que les “valeurs universelles” – la démocratie, les droits humains et la science critique – sont nées sur notre continent. Généreusement, nous souhaitons qu'elles gagnent le monde entier.

Les problèmes commencent quand ce type de souhait, d'encouragement ou d'incitation légèrement appuyée se transforme en tentative de contraindre, d'imposer, de convertir, de conquérir. La frontière n'est pas nette. Une envie d'expansion, d'universalisme, traverse la pensée européenne depuis les croisades chrétiennes jusqu'au marxisme révolutionnaire et aux missions civilisatrices coloniales. Souvent, le feu des idées va de pair avec le glaive du pouvoir – l'association est tentante.

Une tension inéluctable

Moi aussi, j'ai un temps cédé à cette tentation. En ce même automne orageux de

l'année 2001, tandis qu'un débat culturel sur les Lumières et l'islam enflammait les pages d'opinion de la presse néerlandaise et flamande, l'étudiant en philosophie que j'étais, à Paris, s'irritait des manifestations anti-américaines qui se déroulaient à deux pas de ma chambrette, près de la place de la Bastille. Quelques semaines après le 11 Septembre, des manifestants réclamaient sur une banderole le départ des troupes américaines d'Afghanistan et exigeaient sur une autre des droits pour les femmes afghanes. Il faut savoir ce que l'on veut, pensais-je. Pour espérer l'avènement du Bien, il faut accepter le recours à la Force. Dans une tribune publiée dans les colonnes du journal *Trouw*, j'étais même allé jusqu'à décrire Bush Jr., un peu rapidement, comme un Napoléon moderne qui allait apporter la modernité en Afghanistan à coups de bombes – avec, à l'appui, une citation de l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun, qui, ces jours-là, remerciait dans les pages du *Monde* les autorités coloniales françaises d'avoir introduit une éducation laïque dans le monde arabe.

Peu après, en décembre 2001, j'allais interviewer le grand historien allemand Reinhart Koselleck sur les utopies, chez lui, à Bielefeld. Nous avons évoqué Thomas More, le nazisme, le Bauhaus et bien d'autres choses encore, avant d'en venir à l'actualité. Après le 11 Septembre, on voyait bien comment George W. Bush et Oussama Ben Laden incarnaient le diable l'un pour l'autre. Dans la vision de Koselleck, leurs deux positions étaient utopiques du fait de leur prétention universaliste et de leur dualisme, qui opposait frontalement le Bien et le Mal. Alors que, en politique, il existe en permanence des vérités concurrentes et des perspectives différentes. Et qu'il y a toujours des surprises :

“ À mes yeux d'historien il n'existe qu'une loi générale : les choses prennent toujours un cours différent de celui qu'on escomptait.”

Ce scepticisme philosophique et cette ironie historique ont calmé le petit croisé en moi. Ce qui m'a aussi aidé, c'est, à partir de mars 2002, de passer du temps dans le monde de la bureaucratie bruxelloise – l'endroit idéal pour observer comment différents intérêts s'opposent, et comment les grands mots se heurtent à toutes sortes de rétivité. En 2003, je n'ai donné aucune suite aux médias qui me demandaient de défendre l'invasion de l'Irak lancée par Bush. Depuis, je ressens toujours cette tension inéluctable entre le souhait de rester fidèle à la noble image que

l'Occident se fait de lui-même et la prise en considération des courants contraires ; j'essaie en tout cas de me garder de tout universalisme expansif.

Les États-Unis et l'Europe gèrent cette tension très différemment. Pour une raison simple : si tous deux s'abreuvent à la même source d'idées, le Vieux Continent a été davantage marqué par les tragédies de l'Histoire. Nous, Européens, avons traversé quantité de bains de sang nés d'idées dont on était trop convaincus de la justesse – des guerres de religion du XVII^e siècle jusqu'au nazisme et au stalinisme ; plus récemment, nous avons reconnu les crimes coloniaux. Ainsi avons-nous dû progressivement apprendre à nous méfier du croisé en nous. Sans compter qu'aujourd'hui, contrairement aux États-Unis, nous n'avons pas les moyens d'aller imposer nos idées par la force, si ce n'est en tant que timides alliés.

La belle histoire de la Force qui fait le Bien

D'aucuns pensent que, si nous cessons de croire en l'universalité de nos valeurs, nous perdrons notre force morale et nous rendrons vulnérables.

Mais serait-il donc inconcevable de nous défendre sans vouloir pour autant changer l'adversaire, le dominer ou l'écraser ? Ne pourrions-nous pas dissocier notre identité d'Européens de cet universalisme conquérant ? Cela nécessite de la tolérance, du pluralisme, et donc la reconnaissance de la différence – pas tant entre les individus (ce qui est en vogue) qu'entre les États et les cultures de ce monde (idée davantage tombée en disgrâce).

Les États-Unis ne semblent pas capables de tirer les leçons du 11 Septembre, et ne le seront probablement pas plus après la débâcle de Kaboul. La belle histoire de la Force qui fait le Bien demeure trop séduisante outre-Atlantique, et la fabrique à rêves d'Hollywood et de la Silicon Valley trop puissante. Et parce que nous, Européens, sommes également sensibles à cette rhétorique, nous risquons de nous retrouver embarqués, après l'Irak et l'Afghanistan, dans une nouvelle croisade qui aura, par exemple, Taiwan comme enjeu. Quand l'Occident a voulu apporter la démocratie en Irak, il a récolté une guerre civile et l'avènement de l'organisation État islamique. Quelle plaisanterie l'ironie de l'histoire nous prépare-t-elle donc cette fois ? On préfère ne pas le savoir.

Voilà pourquoi il est indispensable que nous parvenions à déterminer, en tant qu'Union européenne, ce que nous voulons et ce que ne voulons pas, en gardant à l'esprit les revers, surprises et erreurs possibles. Mais surtout que nous nous donnions les moyens de le déterminer par nous-mêmes. Actuellement, en matière de sécurité, la Belgique et ses voisins ne peuvent qu'emboîter le pas, cahin-caha, aux États-Unis, ce qui est d'autant plus embarrassant quand nous le faisons en maugréant ou en hésitant. Le simple fait de redevenir capables de dire "Non" ou "Pas comme ça" à Washington sur de grandes questions demandera des efforts considérables à l'Europe. Ces efforts sont pourtant indispensables. C'est en prenant conscience de notre fragilité que nous pourrons en tirer une force politique.

Luuk van Middelaar

L'auteur

Luuk van Middelaar est né en 1973 aux Pays-Bas. Historien et philosophe politique, c'est un observateur attentif des enjeux européens. Il a été proche conseiller de l'alors président du Conseil européen Herman Van Rompuy et est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Quand l'Europe improvise* (Gallimard, 2018). Il enseigne le droit européen à l'université de Leiden et signe régulièrement des chroniques dans *NRC Handelsblad* aux Pays-Bas et *De Standaard* en Belgique.

Quel lien établir avec les talibans ?

"Après une première analyse des noms annoncés, cela ne ressemble pas à la formation inclusive et représentative de la riche diversité ethnique et religieuse de l'Afghanistan que nous espérions voir et que les talibans promettaient ces dernières semaines", a réagi un porte-parole de l'Union européenne le 8 septembre, après la diffusion par les talibans de la composition de leur gouvernement intérimaire.

En présentant cette équipe, *"intégralement composée d'hommes barbus"*, les talibans *"foulaient aux pieds l'une des cinq conditions qu'avaient fixé les ministres européens des Affaires étrangères pour que des relations soient établies"*, observe **De Standaard**. Mais l'UE ne compte pas pour autant renoncer à discuter avec les

nouveaux maîtres de Kaboul – même s’il lui faudra pour cela “se pincer le nez”. Car elle a deux autres priorités à l’esprit, explique le journal belge. *“La première est l’évacuation de ses ressortissants et des Afghans dont la vie est menacée. La seconde, est d’obtenir l’assurance de la part des talibans que l’aide humanitaire sera acheminée et distribuée sans entrave.”*

C’est la raison pour laquelle il est question de rouvrir à Kaboul une représentation qui accueillera le Service européen pour l’action extérieure, dès que la situation sécuritaire le permettra. *“Pour éviter que cela passe pour une reconnaissance officielle du régime, l’UE n’y enverrait pas d’ambassadeurs mais des diplomates d’un niveau inférieur. Difficile de nier que la différence avec une véritable reconnaissance est mince.”*